



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Bilan économique des échanges agro-alimentaires français

Bernard Valluis

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Valluis Bernard. Bilan économique des échanges agro-alimentaires français. In: Économie rurale. N°133, 1979. pp. 3-7;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1979.2654>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1979\\_num\\_133\\_1\\_2654](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1979_num_133_1_2654)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

# BILAN ECONOMIQUE DES ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES FRANÇAIS

Bernard VALLUIS

Directeur de l'Association Générale des Producteurs de Maïs

Lorsque le renchérissement brutal de l'énergie a mis en lumière l'impérieuse nécessité de trouver dans les talents de la France ceux qui procureraient les contreparties du déséquilibre de notre commerce extérieur, l'agriculture française a paru pouvoir jouer un rôle déterminant aux yeux des agents économiques de l'agro-alimentaire comme des Pouvoirs publics.

Les travaux préparatoires du 7<sup>e</sup> Plan (A) indiquent comment les travaux d'analyse économique et une conjoncture favorable sur les marchés des céréales et du sucre ont permis d'extrapoler l'ambitieux objectif de 20 milliards de F d'excédents pour 1980.

L'agriculture française, riche de ses 30 millions d'hectares et de son haut niveau d'intensification, riche de ses 1,2 million d'exploitations, ne pouvait que poursuivre la mise en œuvre de sa capacité de production (109,5 milliards de F de production en 1975).

Le débouché privilégié offert par le marché de la Communauté Economique Européenne, par les marchés des grandes matières premières dont les prix mondiaux avoisinaient ceux de la CEE, paraissait favorable.

Cependant, les résultats espérés ne se sont pas réalisés. Trois facteurs principaux, largement exogènes, expliquent cette défaillance partielle : les marchés mondiaux, les troubles monétaires, la succession de campagnes agricoles défavorables.

## Les marchés mondiaux

\* Ceux de nos produits exportables sur des pays tiers ont retrouvé l'abondance des approvisionnements et par conséquent, des niveaux de prix déprimés (céréales, sucre, produits laitiers).

\* Ceux de nos produits déficitaires ont connu d'extrêmes tensions et ont alourdi d'autant la facture de nos achats (café - cacao - tourteaux de soja).

Dans ces deux cas, notre part dans le commerce international est insuffisante pour être susceptible de peser efficacement et durablement sur les équilibres du marché mondial qui reste donc une **variable largement exogène**.

## Les troubles monétaires

Les troubles monétaires ont installé à l'intérieur dans la Communauté des régimes de marché largement défavorables à toutes nos productions :

- distorsion dans l'accès aux marchés des produits nécessaires à l'agriculture, favorisant l'accroissement de production, de productivité et de compétitivité de nos partenaires à monnaie forte (donc au détriment de notre appareil de production et de son niveau relatif d'investissement) ;
- distorsion dans l'application des compensations aux frontières qui visent le maintien de l'unité de prix sur le marché de la CEE :
- *incitation* à l'accroissement de nos importations surtout dans les cas des produits transformés agricoles et alimentaires (porcs, produits laitiers...)
- *tendance au déplacement* sur le marché des pays tiers d'une part de nos disponibilités exportables du fait du développement de la production de nos partenaires à monnaie forte.

**La succession de campagnes agricoles défavorables** du fait des conditions météorologiques. Les effets de la sécheresse de 1976 sont connus, sur le revenu des producteurs mais aussi sur les résultats du commerce extérieur de 1976 et de 1977 : réduction de nos exportations de matières premières, accroissement de nos importations de fruits et légumes par exemple.

Encore aurait-on dû considérer que ces aléas inhérents à la production agricole méritaient d'être intégrés aux projections tendanciennes des résultats du commerce extérieur.

Malgré ces difficultés et ces désillusions, le secteur agro-alimentaire reste l'un des points d'application prioritaires en matière de commerce extérieur, pour les raisons suivantes : poids du commerce agro-alimentaire dans l'ensemble de notre commerce extérieur (15 % de commerce contre 8 % de la production nationale en valeur) ; perspectives de débouchés d'une part et de développement de la production correspondante d'autre part ; intérêt de notre balance commerciale et surtout de notre balance des paiements.

# I — LA BALANCE COMMERCIALE AGRO-ALIMENTAIRE

## LE CONCEPT STATISTIQUE :

Pour la balance commerciale agro-alimentaire, l'évidence des termes se heurte, dès lors qu'il s'agit d'effectuer une mesure, à l'arbitraire des nomenclatures dans lesquelles on peut enfermer le concept.

Lorsque les anglo-saxons emploient avec l'OCDE la nomenclature dite CTCI, les douaniers français et communautaires emploient la NGP (nomenclature générale des produits) qui trouve sa correspondance dans l'application du tarif douanier commun. Jusqu'à ce qu'ils aient révisé leur année de base (1971), les comptables nationaux utilisaient une nomenclature dans laquelle les agrégations des secteurs de l'agriculture et des industries agro-alimentaires correspondaient à peu près à l'agrégation des 24 premiers chapitres douaniers. Le passage à une nouvelle base et à l'application d'une nouvelle nomenclature, la NAP (nomenclature d'activités et de produits) conduit dans sa version agrégée d'importantes divergences avec les regroupements effectués traditionnellement jusqu'ici.

En fait, du point de vue des résultats globaux, trois résultats peuvent être considérés par ordre croissant d'exhaustivité :

1 — l'agrégation des résultats des deux premiers postes de la NAP, c'est-à-dire :

01 : produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche ;

02 : produits des industries agricoles et alimentaires ;

2 — l'agrégation des résultats des 24 premiers chapitres des douanes ;

3 — l'agrégation des postes de la NAP de laquelle sont déduits d'une part les produits destinés à l'industrie non alimentaire, d'autre part les produits exclusivement importés (fruits tropicaux, café, thé, cacao, oléagineux tropicaux...).

Ainsi considère-t-on seulement dans le premier cas, la balance des produits alimentaires que l'agriculture française est à même de produire ; dans le second cas sont inclus les produits alimentaires spécifiques des agricultures tropicales, alors que la nomenclature la plus complète recouvre le domaine des produits tropicaux (textile...) et/ou tempérés (laine, bois...) destinés aux industries non alimentaires.

## LES RESULTATS GLOBAUX

Le choix de la nomenclature reste donc subordonné à l'utilisation qui en sera faite.

Les résultats en terme de solde de commerce extérieur, selon la nomenclature retenue, sont regroupés dans le tableau ci-dessous.

## LE SOLDE DES ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES SELON LES NOMENCLATURES UTILISEES

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Produits alimentaires agricoles et d'origine agricole de zone tempérée (I) . . . . .	+ 2,4	+ 5,6	+ 7,6	9,5	+ 14,0	+ 8,3	+ 8,7	+ 5,3	+ 9,6
Produits alimentaires agricoles et d'origine agricole (II)									
— résultat établi dans la N.A.P. . . . .	— 0,5	+ 2,8	+ 5,3	+ 6,4	+ 9,5	+ 4,3	+ 3,2	— 3,9	+ 1,1
— 24 premiers chapitres douaniers . . . . .	— 0,1	+ 3,3	+ 5,3	+ 6,7	+ 10,3	+ 4,8	+ 3,7	— 3,3	+ 1,8
Produits alimentaires et industriels agricoles et d'origine agricole (III). . . . .	— 2,6	— 0,8	+ 2,4	+ 2,5	+ 5,8	+ 2,0	— 0,6	— 7,7	— 1,7

Source : Direction des Relations Economiques Extérieures, Ministère de l'Economie.

L'évolution est la suivante :

— dans le regroupement I, soit une « optique production agricole française », on trouve une tendance à la croissance du solde forte au cours des 5 premières années (effet de volume et effet de prix) avec un apogée en 1974 (effet de prix), un ralentissement au cours des 4 années qui ont suivi (effet négatif des prix) et une sensibilité aux aléas climatiques (effet de volume).

La production agricole spécifique des pays tempérés et à destination alimentaire a donné lieu à un fort

développement de production. Le recours aux débouchés externes pour l'écoulement de la production conduit à une grande sensibilité aux cours mondiaux (à l'importation comme à l'exportation) tandis que le résultat reste très sensible aux aléas climatiques.

— dans le regroupement II ou « optique consommation alimentaire française », du fait de notre structure de consommation alimentaire, apparaît l'extrême vulnérabilité du solde aux variations des prix et des marchés de produits alimentaires que nous ne pouvons

produire pour des raisons climatiques (produits tropicaux) ou économique (niveau de protection aux frontières, par exemple droit nul sur le soja).

— dans le regroupement III, ou « optique agro-alimentaire et agro-industrielle » se mesure enfin la faiblesse du secteur agro-industriel à tirer tout le parti des ressources de la production des matières premières dont nous disposons. C'est le cas des produits destinés aux industries textiles (plantes textiles, laine), aux industries du cuir et enfin à celles du bois.

La comparaison des trois séries de résultats fait surtout apparaître la rigidité de notre structure de consommation alimentaire : s'agissant de produits de base, les hausses de prix intérieurs sont insuffisantes pour peser sur la demande qui se satisfait par accroissement des importations lorsqu'il y a défaillance de la production nationale.

Il faut aussi constater la rigidité de l'offre de notre propre appareil de production lorsqu'il s'agit de rééquilibrer les déficits croissants dans des secteurs que nous ne maîtrisons ni dans leur production, ni dans leur marché.

## LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES

### L'orientation géographique

Nos exportations vers la CEE représentent entre 60 et 67 % de nos exportations agro-alimentaires, alors que nos importations ne proviennent qu'à proportion de 33 à 40 % de nos 8 partenaires, de sorte que l'accroissement de notre déficit entre 1976 et 1977 n'était

imputable qu'à raison de 12,7 % à la détérioration de nos échanges avec la Communauté. Quoique cette tendance semble s'être corrigée en 1978 (46,5 % de nos importations proviennent de la CEE), nos exportations bénéficient plus de la protection communautaire que nos importations qui restent largement soumises aux conditions d'approvisionnement extra-communautaires.

### Analyse du solde par produits

Les derniers résultats disponibles (1978) ont confirmé les caractéristiques du commerce extérieur par grandes familles de produits :

*Les excédents* : Les céréales et produits à base de céréales (25 % des exportations en valeur), apportent un solde excédentaire de 11,5 milliards de F ; les vins et boissons en progression constante dégagent 8,4 milliards de F ; mais les produits laitiers n'en dégagent que 3,7, le sucre 2,5 et les animaux vivants 1,4 milliard.

*Les déficits* : Les produits exclusivement importés, déficitaires par définition, y contribuent largement (6,9 milliards pour les seuls café, thé, cacao) ; les fruits et légumes présentent un solde qui tend à s'accroître d'année en année (4,9) ; les viandes sont largement déficitaires (5,1) alors que les animaux vivants dégagent un solde positif ; on trouve enfin les oléagineux, huiles, corps gras (3,5) ou encore les aliments pour animaux (1,5).

L'analyse sectorielle de la balance commerciale peut être minutieusement approfondie en détaillant pays et produits. Mais cette balance ne peut à elle seule rendre compte du bilan économique des échanges.

## II — L'ANALYSE ECONOMIQUE DES ECHANGES AGRO-ALIMENTAIRES

Si la logique du commerce international conduit une économie à échanger les produits et les facteurs dont elle dispose en abondance contre ceux dont elle est moins dotée, il faut inscrire l'analyse économique des échanges sectoriels dans celle de la production d'un secteur considéré.

Il s'agit d'établir le bilan des échanges directs et indirects imputables au secteur considéré. La mesure du solde de ces échanges s'exprime donc en devises.

A partir de ces résultats, l'accroissement des gains (ou la réduction des pertes) en devises conduit à rechercher les combinaisons des productions dont les rentabilités en devises sont les plus fortes.

Les responsables de la politique économique sont donc les utilisateurs privilégiés de l'analyse sectorielle des échanges puisque celle-ci leur fournit un critère quantitatif.

S'il s'agit de réduire le déficit de la balance des paiements, la « rentabilité » en devises des exportations de chaque secteur suggère que l'on peut y parvenir en inci-

tant le développement des moins coûteux et en décourageant les moins performants.

### APPROCHES METHODOLOGIQUES

#### L'analyse micro-économique

La hausse sur le marché mondial du soja de 1973, de l'énergie en 1974, ont été le point de départ d'études nombreuses par filière de production, par produit, ou encore par système de gestion d'une entreprise alimentaire.

La méthode adoptée que l'on peut aussi qualifier de monographique, revient à travailler en deux étapes :

#### a) La détermination des coefficients techniques

Dans l'analyse d'un processus de production sont recensés tous les facteurs de production qui y participent.

Pour chacun, il est procédé à une estimation du coût en importations directes ou indirectes. Cette approche conduit le plus souvent à limiter l'analyse des importations indirectes à la considération des importations directes du secteur situé en amont.

$$\text{Ex. : } \frac{\text{Coût en devises des engrais}}{\text{valeur des engrais}} = \frac{\text{Coût des importations d'engrais} + \text{coût des importations du secteur des engrais}}{\text{valeur des engrais}}$$

et à négliger par conséquent toutes les importations indirectes induites par l'activité du secteur d'amont lorsque l'objectif du calcul est limité à l'analyse du coût en devises d'un seul produit (l'énergie, les protéines) ; les coefficients techniques peuvent être établis par référence à la composition physico-chimique des consommations intermédiaires.

### b) L'imputation comptable

A partir de l'analyse des coûts de production, les coefficients techniques sont utilisés pour déterminer la part du coût en devises dans la valeur du produit. L'exercice n'est jamais exhaustif. Limité aux coûts en devises d'un produit d'importation, il présente donc le plus souvent au stade de la production, la part des importations directes et indirectes d'une consommation intermédiaire dans la valeur du produit.

#### Utilisation des résultats

Simple dans sa conception, la méthode peut illustrer le degré de dépendance d'une production vis-à-vis du commerce extérieur.

Peut-on utiliser cette approche pour opérer un choix dans l'orientation macro-économique des productions ? Les limites de la méthode devraient inciter à la plus grande prudence :

- caractère non exhaustif de la détermination des coefficients techniques et de l'imputation des coûts ;
- analyse limitée à l'optique « production ». La balance des échanges de la transformation et du commerce du produit échappent à l'analyse ;
- contradiction entre les contraintes en devises, transférées du plan macro-économique à celui de l'entreprise, avec la réalité des marchés des facteurs et des produits à partir desquels l'entrepreneur individuel détermine sa combinaison productive.

### L'analyse macro-économique

Dans le cadre d'analyse fourni par le tableau des échanges inter-industriels, il s'agit de calculer l'ensemble des importations directes et indirectes d'un secteur en rapportant ce résultat à la valeur finale de la production, ou encore, ce qui nous intéresse ici, à la valeur des exportations du secteur.

Schématiquement, le calcul du contenu en importations des exportations [2] (1) s'effectue en deux étapes :

a) *L'affectation des importations.* A partir des documents douaniers, sont estimées les destinations des importations aux consommations intermédiaires des différentes branches et aux usages finaux. Toutes les importations réalisées sont donc ventilées entre leurs utilisations dans la nomenclature du tableau des échanges inter-industriels : le tableau résultant présente en particulier la décomposition entre consommation intermédiaire d'origine intérieure et d'origine importée :

$$A_{ij} = A^N_{ij} + A^E_{ij}$$

$A_{ij}$  consommation intermédiaire de bien  $i$  par la branche  $j$

$A^N_{ij}$  consommation intermédiaire de bien intérieur

$A^E_{ij}$  consommation intermédiaire de bien importé

de même que la décomposition des postes de la demande finale entre bien intérieur et bien importé.

b) *Coefficient de contenu en importations.* A partir des données précédentes et des données du tableau d'échanges industriels, il est possible de calculer la matrice  $Z$  des contenus en importations dans laquelle  $Z_{ij}$  est la valeur de l'exportation du bien  $i$  que consomme l'appareil productif pour offrir une unité de valeur du bien  $j$  à la demande finale.

La détermination de ces coefficients n'est possible que sous l'hypothèse que les coefficients techniques

(Consommation intermédiaire)

production

en biens intérieurs et en biens importés sont constants. Il est alors possible de déterminer le contenu total en importations d'une unité de bien intérieur offert à la demande finale, soit  $\sum_i Z_{ij}$ .

$i$

#### Utilisation des résultats

Il est alors possible de déterminer le contenu total en importations des exportations, soit le coût en importations contenu dans le bien intérieur offert à l'exportation auquel s'ajoutent les importations destinées à être réexportées en l'état.

Le caractère exhaustif de la méthode permet la prise en compte effective de l'ensemble des importations. En conséquence, les résultats sectoriels sont homogènes entre eux et permettent une hiérarchisation de la rentabilité en devises des exportations par secteurs d'activité.

L'inconvénient de la méthode réside dans la difficulté de la ventilation des importations selon leurs affectations à la production et à la demande finale.

(1) Les chiffres entre crochets renvoient à la bibliographie en fin d'article.

Une variante de la méthode qui consiste à considérer le contenu en importations d'un seul bien (par exemple l'énergie) peut permettre d'établir de la même façon les contenus en ce bien de l'ensemble des productions.

## LE COUT EN DEVISES DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES

### Contenus en importations

Les travaux effectués dans la nouvelle base de la Comptabilité Nationale n'ayant pas encore fait l'objet d'une diffusion, il convient de se référer à des résultats anciens [2]. Au début des années 1970, l'agriculture et les industries agricoles et alimentaires présentaient de faibles contenus en importations de leur production, soit respectivement 6,9 % et 10,6 %. Le contenu en importations des exportations apparaissait plus faible encore, soit 3,3 % et 8,1 %.

De ce point de vue, l'agriculture au sens strict apparaissait comme le secteur dont les exportations ont le plus fort contenu en valeur ajoutée nationale.

Les modifications intervenues depuis n'ont vraisemblablement pas modifié la hiérarchie des résultats. Les travaux préparatoires du VIII<sup>e</sup> Plan devront remettre en évidence ce point particulier.

Les résultats partiels, mais récents, sur les contenus en énergie de la production agricole [3] indiquent un contenu qui reste extrêmement faible, soit 4,24 % de la valeur de la production agricole en 1977.

### Extension du champ de l'analyse

Le bilan économique effectué jusqu'ici ne prend pas en compte des mouvements enregistrés dans la balance des paiements et qui pourtant devraient s'inscrire dans le bilan sectoriel que nous cherchons à dresser :

- la balance sectorielle des redevances pour licences et brevets ;
- la balance des transferts de salaires imputables à la main-d'œuvre étrangère employée dans le secteur agro-alimentaire français ;
- la balance des transferts du FEOGA : Ce dernier poste ne saurait être négligé dans la mesure où la participation de la France à la CEE implique des transferts financiers au titre des exportations. Si, compte tenu de l'application des MCM le solde global de la France vis-à-vis du FEOGA n'est plus bénéficiaire, on peut dire du point de vue du commerce agro-alimentaire que les restitutions à l'exportation représentent à proportion de 75 % (la participation française aux dépenses supplémentaires est de l'ordre de 25 %), un transfert en devises directement imputable à nos exportations de même que les montants compensatoires monétaires octroyés à l'importation.

En 1977, les restitutions communautaires à l'exportation des produits agricoles ont atteint la contre-valeur de 15,5 milliards de francs.

### Désagrégation des résultats sectoriels

Si l'approche micro-économique est peu satisfaisante, seule la désagrégation des résultats globaux précédents permet l'évaluation relative des contenus en importations par groupe de produits. Cet exercice, conduit pour l'année 1974, faisait apparaître une dispersion très faible des contenus en importations corrigés des coûts en devises de la main-d'œuvre étrangère, par rapport à la moyenne applicable de la production agricole. Seules, les productions animales hors sol paraissaient plus coûteuses en devises avec cependant un contenu en importations inférieur à celui de la production automobile.

## CONCLUSION :

### L'ORIENTATION DES PRODUCTIONS

Les résultats du bilan économique du commerce agro-alimentaire font apparaître que :

- \* la contribution excédentaire du secteur à la balance commerciale est en moyenne peu coûteuse en importations des autres secteurs ;
- \* ce bilan s'améliore si l'on considère le solde des transferts qui lui sont imputables dans la balance des paiements (principalement transferts du FEOGA).

Pour améliorer encore cette contribution, les responsables de la politique économique se sont donc donnés pour objectif une très large progression du solde agro-alimentaire, consistant à accroître les exportations (lorsque les débouchés existent) en prenant en compte l'accroissement des importations liées correspondantes, et à réduire les importations si la production nationale est compétitive.

L'analyse de la balance commerciale suppose le choix des productions prioritaires. Encore reste-t-il à apprécier les gains nets en devises que procurent leur développement ou leur réduction.

L'analyse coût-avantage paraît ici la méthodologie la plus appropriée : les contenus en importations d'une production doivent être mis en regard des gains (ou des coûts) en devises enregistrées par son exportation en tenant compte des coûts en devises, résultats de la substitution à une autre production.

Cependant, du seul point de vue des critères économiques, faudra-t-il encore apprécier la pertinence des orientations retenues au regard des critères de l'emploi, de développement régional ou de l'aménagement du territoire.

### Références bibliographiques :

- [1] Travaux de la Commission Agriculture, Préparation du 7<sup>e</sup> Plan La Documentation Française.
- [2] ROCCA. — Modèle de contenu en Importation. S.E.F. Série Orange, 1974. Ministère de l'Economie et des Finances.
- [3] BOURDON Michel. — Aperçu sur le coût énergétique de la production agricole française. ENSA, Rennes, mars 1979.